KONRAD ADENAUER STIFTUNG
France

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de l'actualité allemande

Du 09 au 18 novembre 2026

À l'occasion de sa 14e séance plénière, l'Assemblée parlementaire franco-allemande (APFA) a auditionné la semaine dernière à Berlin le ministre allemand de la Défense et la ministre française des Armées et des Anciens Combattants. Boris Pistorius et Catherine Vautrin ont plaidé en faveur d'un renforcement rapide de l'industrie de défense européenne afin de garantir la capacité de dissuasion militaire du continent. Il s'agissait de la deuxième séance plénière de l'APFA cette année et déjà de la quatrième en l'espace de seize mois. À l'ordre du jour de cette session de deux jours figuraient une dizaine de projets de coopération. Ceux-ci portaient aussi bien sur la gestion du niveau du Rhin que sur le soutien à l'Ukraine, l'Université franco-allemande, la coopération transfrontalière entre les services d'incendie et de secours ou encore le renforcement des liaisons en train entre les régions frontalières et Paris. « Dans un monde incertain, ce travail commun est plus précieux que jamais : lorsque la France et l'Allemagne avancent ensemble, c'est toute l'Europe qui avance », a commenté sur LinkedIn la députée française Brigitte Klinkert, coprésidente de l'Assemblée aux côtés du député allemand Yannick Bury. Le lundi 9 novembre, Julia Klöckner, Yaël Braun-Pivet, Brigitte Klinkert et Yannick Bury ont déposé une gerbe au mémorial de la Neue Wache, à Berlin. L'Allemagne commémorait ce jour-là le 88e anniversaire des pogroms de novembre 1938 et le 37e anniversaire de la chute du mur de Berlin.

Quatre ans après avoir fixé des niveaux minimaux de remplissage pour ses réserves de gaz, l'Allemagne annonce la création d'une réserve stratégique supplémentaire à partir de 2027. Le Conseil des ministres fédéral a adopté cette semaine un projet de loi en ce sens, qui visera à garantir l'approvisionnement en gaz du pays pendant 30 jours en cas de sabotage ou d'attaque visant ses infrastructures. Cette réserve « sera mobilisable en cas d'interruption de l'approvisionnement » afin d'éviter « qu'une pénurie de gaz ne dégénère en véritable crise », a déclaré la ministre fédérale de l'Économie et de l'Énergie, Katherina Reiche. Elle a précisé qu'il s'agirait d'une réserve d'urgence et non d'un dispositif destiné à protéger contre les hausses de prix. Sa mise en place débutera en 2027, avec pour objectif d'être pleinement opérationnelle à l'hiver 2027-2028. Elle disposera d'un volume de 24 térawattheures (TWh), soit environ 10 % de la capacité totale de stockage de gaz de l'Allemagne.

Le chancelier allemand Friedrich Merz a réaffirmé l'importance stratégique de l'industrie aéronautique et spatiale pour l'économie allemande et la sécurité européenne, à l'occasion de l'inauguration d'un nouveau centre de développement et de technologie de moteurs d'avion du constructeur MTU Aero Engines, à Munich. Il a souligné que le secteur aéronautique représentait à lui seul quelque 380 000 emplois directs en Allemagne et plaidé pour des réformes dans les domaines de l'énergie, de la fiscalité, de la protection sociale et du marché du travail afin de réduire les coûts des entreprises et de renforcer leur compétitivité. Le gouvernement fédéral aurait déjà accordé cette année au secteur près de 500 millions d'euros d'allègements fiscaux. Friedrich Merz a également appelé à intensifier la coopération entre l'aviation civile et militaire. De son côté, MTU investit près de 100 millions d'euros dans son nouveau centre, qui devrait accueillir à terme jusqu'à 1 000 salariés. Ceux-ci travailleront au développement de nouvelles technologies de motorisation visant à rendre les vols plus économes en énergie et, à plus long terme, sans émissions.

Le gouvernement allemand a adopté un projet de réforme du droit de l'autorité parentale et du droit de visite afin de mieux protéger les enfants contre les violences domestiques. Le texte prévoit notamment qu'un parent ayant exercé des violences envers l'autre puisse être privé de son droit de visite, en particulier lorsque la vie, la liberté ou l'autodétermination sexuelle de ce dernier sont menacées. Il renforce également les droits de participation des enfants à partir de 14 ans concernant les contacts avec leurs grands-parents et leurs frères et sœurs. Par ailleurs, les parents séparés pourront prendre seuls les décisions courantes concernant l'enfant pendant leurs périodes de garde respectives. Présentée par la ministre fédérale de la Justice, Stefanie Hubig, comme la plus importante réforme du droit de la famille relatif aux enfants depuis plusieurs décennies, cette initiative doit encore être examinée par le Bundestag, probablement en 2027.

La coalition allemande CDU/CSU-SPD s'est accordée sur la mise en place d'un plafonnement des prix des carburants à compter du 1er janvier 2027, pour une période initiale de trois mois. Ce dispositif doit prendre le relais de la réduction temporaire de la taxe sur les carburants, qui prendra fin le 31 décembre 2026. Contrairement à cette mesure fiscale, le nouvel encadrement fixera un prix de vente maximal que les stations-service ne pourront pas dépasser. Ce plafond sera régulièrement révisé en fonction des coûts du pétrole, du raffinage, du transport, des taxes et des marges autorisées. Toutefois, son efficacité reste incertaine : il ne garantit pas une baisse des prix, mais empêche seulement les stations-service de dépasser un certain niveau. Le dispositif pourrait également être prolongé et les Länder seraient autorisés à fixer des plafonds régionaux différents. Le projet initial présenté par la ministre de l'Économie Katherina Reiche avait été rejeté par le SPD, qui jugeait les conditions d'activation trop restrictives. Les prix à la pompe ont néanmoins récemment reculé : selon l'ADAC, le litre de Super E10 s'établissait en moyenne à 1,949 euro et celui de diesel à 2,188 euros. L'association automobile ne s'attend toutefois qu'à une légère baisse supplémentaire grâce au plafonnement. Plusieurs experts mettent également en garde contre ses effets secondaires : les stations-service pourraient aligner leurs tarifs sur le plafond autorisé, tandis qu'un prix maximal trop bas risquerait de décourager les fournisseurs et de provoquer des difficultés d'approvisionnement. Les modalités précises du dispositif restent à définir.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES

La Cour constitutionnelle fédérale allemande a rejeté le recours du parti **BSW**, qui réclamait un nouveau dépouillement des suffrages des élections législatives de 2025. Avec 4,981 % des voix, le parti de Sahra Wagenknecht avait échoué de justesse à franchir le seuil des 5 % nécessaire pour entrer au Bundestag, avec un déficit de seulement 9 529 voix. Le BSW dénonçait plusieurs irrégularités lors du dépouillement, notamment des voix attribuées par erreur à une autre formation, des bulletins valides non comptabilisés et des suffrages déclarés invalides à tort. Mais la Cour a jugé que le parti n'avait apporté que des suppositions insuffisamment étayées et qu'il n'avait pas présenté de faits concrets permettant d'établir l'existence d'erreurs électorales. La faible marge avec laquelle le BSW a manqué son entrée au Parlement ne justifiait pas, à elle seule, un nouveau dépouillement. Sahra Wagenknecht a vivement critiqué cette décision. De son côté, l'Union CDU/CSU estime nécessaire de réformer la procédure de vérification des élections, jugée trop longue et trop lourde.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

18

Selon l'édition 2026 de l'Index of Bureaucracy, créer une petite entreprise en Allemagne nécessite près de 4 000 heures de démarches administratives, soit **18** fois plus qu'en France (223 heures). Le pays se classe ainsi dernier parmi les 27 États étudiés. Les principales difficultés concernent les autorisations municipales, l'immatriculation des entreprises et les procédures sectorielles, auxquelles s'ajoutent des délais liés à la complexité des administrations locales. Cette lourdeur bureaucratique représente également un coût important pour les entrepreneurs et risque de décourager la création d'entreprises. Ces résultats interviennent alors que le gouvernement de Friedrich Merz entend simplifier les démarches administratives, notamment grâce à la création d'un guichet unique numérique permettant d'immatriculer une entreprise en 24 heures. L'étude souligne par ailleurs que la rapidité des procédures dépend davantage de l'efficacité administrative que du niveau de richesse des pays.

15bis rue de Marignan, 75008 Paris
T +33 15669-1500
info.paris@kas.de www.kas.de/frankreich